



Programme de travail de l'après-Bali de l'OMC : un réajustement est-il requis?

Trois mois avant la date butoir de juillet fixée par les Membres pour parvenir à un consensus quant à ce qui formera la base du programme de travail de l'après-Bali visant à conclure le Cycle de Doha (Programme de Doha pour le développement ou PDD), les négociateurs font encore face à d'importants écarts relativement aux trois principaux domaines des négociations – agriculture, accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA) et services –, en plus de devoir composer avec la quasi-immobilité des démarches visant à trouver, d'ici la fin décembre 2015, une solution permanente à la question de la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire.

Pendant ce temps, le directeur général croit que le groupe a connu un bon départ. Il a en effet indiqué à tous les Membres réunis le 27 avril qu'ils ont « fait bon usage de l'élan » généré par l'entente sur le paquet de Bali en décembre dernier.

« Certains diront que nous ne faisons pas de progrès, ou que notre travail ne mène nulle part, mais je suis complètement en désaccord. Il aurait été extrêmement étonnant que nous puissions déjà disposer de solutions à des problèmes avec lesquels nous sommes aux prises depuis si longtemps », a expliqué M. Azevêdo en rappelant aux Membres les doutes similaires qu'ont exprimés certaines personnes avant la Conférence ministérielle de Bali, en décembre 2013.

« [C]ela semblait très difficile à certains moments. Mais, ultimement, les septiques ont été confondus. Tout comme à Bali, si la volonté politique est de la partie, nous produirons des résultats. »

Présidées par l'ambassadeur de la Nouvelle-Zélande John Adank, les consultations sur l'agriculture, considérées par plusieurs comme une condition préalable au plus vaste Cycle de Doha à venir, n'ont mené qu'à très peu de progrès au cours des dernières semaines. L'ambassadeur Adank a déclaré que les délégués étaient « bien loin » de s'entendre sur le programme de travail de l'après-Bali d'ici juillet, puisqu'ils restent campés sur leurs positions respectives bien

connues quant aux fondements de la réduction du soutien interne et au possible abandon de la formule étagée contenue dans le texte du projet de modalités pour la réduction des tarifs ou l'adoption d'autres approches, telles que celles proposées par l'Argentine et le Paraguay dans le domaine de l'accès aux marchés.

Les pays développés et émergents sont encore en désaccord sur ces questions. La Chine a déclaré qu'elle n'était pas prête à accepter des obligations supplémentaires – outre celles établies dans le texte du projet de modalités de 2008, que le Brésil et l'Inde considèrent comme étant la base pour conclure les négociations sur l'agriculture. Entre-temps, les États-Unis maintiennent que de réels résultats sont requis sur le plan de l'accès aux marchés en échange de réduction du soutien interne, et que les économies émergentes doivent, dans le cadre des négociations, prendre une part des responsabilités proportionnelle à leur rôle plus important dans l'économie mondiale. Le Canada a insisté sur le fait qu'il sera difficile pour les autres de trouver de l'espace pour négocier un accord tant et aussi longtemps que la Chine et les États-Unis seront incapables de trouver un terrain d'entente pour certains des enjeux préalables, plus particulièrement le soutien interne.

Il semble évident que certains Membres n'avaient « aucune envie d'obtenir un résultat ambitieux » en matière de soutien interne, a expliqué le représentant de l'UE en insistant sur le fait que, au mieux, les Membres peuvent espérer un cycle qui respecte les politiques courantes, prévoit une place adéquate pour les politiques et fait en sorte d'éviter une augmentation excessive du soutien.

M. Azevêdo croit que ces premiers désaccords sont parfaitement normaux à ce stade hâtif des négociations. « Il fallait s'y attendre », a-t-il déclaré à tous les Membres, en leur recommandant vivement de ne pas se laisser décourager par le manque de convergence.

« [N]ous avons encore beaucoup de chemin à parcourir, et certains domaines se révèlent très problématiques, mais il ne

fait aucun doute pour moi que nous faisons des progrès. Les gens se sont fortement engagés envers les enjeux centraux du PDD », a-t-il expliqué aux délégués.

« Nous sommes passés du mode “accusation” au mode “recherche de solution” [...]; or, il s'avère que ce mode de recherche de solution est ardu. Nous ne devrions pas nous attendre à ce qu'il mène à une convergence immédiate ou produise des résultats instantanés. Si c'était le cas, ce serait extraordinaire! »

À la lumière des difficultés actuelles à résoudre les questions en suspens, certains Membres ont commencé à échanger leurs points de vue sur la nécessité de réajuster les ambitions quant aux pourparlers sur l'agriculture, mais M. Azevêdo les a invités à ne pas avoir peur d'explorer de nouvelles options dans les groupes de négociation. Le directeur général cherche également à prendre part au processus en présidant des discussions horizontales visant à identifier les compromis intersectoriels, parallèlement au processus des groupes de négociation.

« Plus des solutions conceptuelles seront trouvées rapidement pour les grandes questions complexes auxquelles nous faisons face, plus le produit final produira des résultats intéressants », a dit M. Azevêdo aux Membres. Son but demeure d'établir un programme de travail clairement défini qui sera « complet, significatif, précis et basé sur les modalités » et qui mènera relativement rapidement à la conclusion des négociations.

Les pays du PTP se préparent à la Conférence ministérielle qui pourrait avoir lieu à la fin mai

Le récent débat sur le projet de loi du mandat pour la promotion des échanges commerciaux (TPA) ainsi que la visite officielle aux États-Unis du premier ministre du Japon, Shinzo Abe, ont mis les négociations du Partenariat transpacifique (PTP) – de même que d'autres enjeux – au cœur des discussions politiques la semaine dernière à Washington.

La rencontre entre le président Barack Obama et le premier ministre Shinzo Abe n'a pas mené à la percée que certains attendaient. Au lieu de cela, les chefs des deux plus grandes économies du PTP ont simplement « salué les progrès considérables » qui ont été réalisés dans le cadre de leurs négociations bilatérales et ont réaffirmé leur « engagement à collaborer afin de conclure le plus vaste accord rapidement et avec succès ».

Les deux chefs ont déclaré qu'ils avaient examiné les progrès réalisés par leur équipe lors des négociations. Les discussions bilatérales entre les deux parties se sont récemment enlisées sur les mesures non tarifaires et sur la nécessité d'un recours à un mécanisme de règlement des différends, selon certaines sources, qui ont également mentionné des problèmes relatifs au niveau des tarifs des États-Unis sur les pièces d'automobiles. Les discussions sur le commerce de véhicules automobiles ont récemment

émergé comme étant le plus important obstacle à un accord entre les deux parties.

« Je sais que les questions politiques entourant le commerce peuvent être complexes dans nos deux pays. Mais je sais également que le premier ministre Abe, tout comme moi, désire fortement qu'un accord soit conclu, et j'ai entièrement confiance en notre capacité d'y parvenir. Je souligne souvent, par exemple, qu'il y a beaucoup de voitures japonaises aux États-Unis. Or, j'aimerais également voir davantage de voitures américaines au Japon. Le PTP contribuera à rendre les règles du jeu équitables. Ce sera bénéfique pour les travailleurs de nos deux pays », a déclaré le président Obama lors de la conférence de presse conjointe du 28 avril. Cependant, les véhicules ne sont pas la seule question à poser problème dans le cadre des pourparlers entre les États-Unis et le Japon. En effet, des sources japonaises citent également des enjeux en suspens en agriculture, par exemple le niveau d'accès aux marchés que le Japon accordera pour le riz, et la volonté du Japon de protéger la poudre de lait et le beurre dans le secteur laitier. Les sources ont déclaré que le Japon a fait preuve d'une certaine flexibilité quant à la manière dont il pourrait accommoder les États-Unis, mais les demandes de la Nouvelle-Zélande, qui réclame avec insistance que le Japon ouvre son marché du beurre, ont quelque peu compliqué la situation.

En ce qui concerne le TPA, le président Obama s'est dit confiant d'obtenir le nombre de votes requis au Congrès. « Voici ce en quoi j'ai confiance : le TPA se révélera le projet de loi sur le commerce le plus progressiste de l'histoire. Il contiendra les mécanismes de protection de la main-d'œuvre, de l'environnement et des droits de la personne qui ont jusqu'ici fait défaut dans les accords. Il inclura des règles applicables. Il ouvrira des marchés qui n'étaient que partiellement ouverts aux entreprises des États-Unis. Il sera bénéfique pour l'économie des États-Unis », a déclaré le président Obama, en ajoutant que le Congrès disposera d'amplement de temps pour examiner le texte avant de voter.

« Sur la base des progrès réalisés, le premier ministre Abe et moi avons discuté de la façon dont les États-Unis et le Japon, les deux plus importantes économies des négociations du PTP, collaboreront afin de mener nos partenaires du PTP vers une conclusion rapide et fructueuse des plus vastes négociations », a ajouté le président des États-Unis.

Les représentants officiels n'auront pas à attendre bien longtemps pour mettre à l'essai les répercussions de ce sommet États-Unis–Japon, puisque les négociateurs en chef du PTP s'appêtent à se rencontrer à Guam, du 15 au 25 mai. Selon diverses sources, on s'attend à ce que cette rencontre soit suivie d'un rassemblement des ministres du PTP du 26 au 28 mai, aux Philippines. Les observateurs ont longtemps spéculé sur une possible Conférence ministérielle du PTP en marge de la réunion des ministres de la Coopération économique Asie-Pacifique à Bocoray, aux Philippines.

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



Dairy Farmers
of Canada
Les Producteurs laitiers
du Canada



Chicken Farmers
of Canada
Les Producteurs de
poulet du Canada

EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



TURKEY FARMERS
OF CANADA
LES ÉLEVEURS DE DINDON
DU CANADA

Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubatio
du Canada